

Giorgi Margvelashvili est élu à la présidence de la République en Géorgie

Corinne Deloy

Résultats

Giorgi Margvelashvili (Rêve géorgien-Géorgie démocratique), ancien ministre de l'Éducation et des Sciences et candidat du pouvoir en place, a été élu à la présidence de la République de Géorgie dès le 1er tour de scrutin avec 62,12% des suffrages ; il a devancé l'ancien président du Parlement (2008-2012) Davit Bakradze (Mouvement national uni, ENM) qui a obtenu 21,72% des voix. Nino Bourdjanadze, dirigeante du Mouvement démocratique-Géorgie unie, a pris la 3e place avec 10,18% des suffrages.

Le résultat du scrutin était attendu, le seul enjeu était de savoir si le candidat du pouvoir serait ou non élu dès le 1er tour.

La participation s'est élevée à 46,6%, soit -17,87 points par rapport à la précédente élection présidentielle du 5 janvier 2008

Le scrutin était surveillé par 55 organisations étrangères et 57 locales.

« C'est notre victoire commune. Je veux remercier tous ceux qui m'ont soutenu. Merci au Premier ministre qui a contribué à ma victoire » a déclaré Giorgi Margvelashvili à l'annonce des premiers résultats. « Je félicite Giorgi Margvelashvili pour sa victoire et la confiance que le peuple géorgien lui a accordée » a souligné Davit Bakradze en reconnaissant sa défaite. « Nous montrons que nous sommes de vrais Européens. Les gens peuvent faire librement leur choix » a indiqué le Premier ministre Bidzina Ivanichvili (Rêve géorgien-Géorgie démocratique). « Le soutien du chef du gouvernement a aidé le nouveau chef de l'Etat, peu connu du grand public, à gagner en popularité » a souligné Alex Rondeli, président de la Fondation géorgienne des études stratégiques internationales.

« L'importance de l'élection présidentielle du 27 octobre est relativement faible : quel que soit le vainqueur c'est la coalition de Bidzina Ivanichvili qui va continuer à diriger le gouvernement » a déclaré Koba Tourmanidze du Caucasus Research Resource Center. En effet, la réforme constitutionnelle de 2010 prive le nouveau président géorgien d'une partie des pouvoirs que détenait son prédécesseur au profit du Premier ministre et du parlement (Sakartvelo Parlamenti). Le chef de l'Etat ne pourra désormais plus former ou révoquer le gouvernement sans l'assentiment du parlement.

Bidzina Ivanichvili a annoncé qu'il quitterait son poste le 24 novembre prochain. « Je n'ai pas l'intention de diriger la Géorgie dans l'ombre » a-t-il assuré, ajoutant « Mon retrait programmé de la scène politique contribuera à attirer les investissements ». Il a promis de verser à la Géorgie un milliard de \$ de sa fortune

personnelle (qui était la 153e mondiale en 2012 selon le magazine américain Forbes et est estimée à 5,3 milliards de \$, soit près du tiers du PIB du pays). Plus important que le choix du président de la République sera donc celui du prochain Premier ministre. 3 personnes sont pressenties pour succéder à Bidzina Ivanichvili : le ministre de l'Intérieur Irakli Garibashvili, celui de la Défense, qui est également le dirigeant du parti Notre Géorgie-Démocrates libres, Irakli Alasania, et enfin le vice-Premier ministre Kakha Kaladze, ancien capitaine de l'équipe de football, qui est le favori. Bidzina Ivanichvili a indiqué au début du mois de septembre qu'il choisirait lui-même son successeur.

Sa démission, à laquelle plus de 70% de ses compatriotes sont opposés selon une enquête d'opinion réalisée par l'Institut démocrate américain (NDI), ne signifie pas son retrait de la vie politique. Selon le Premier ministre, l'ENM devrait rapidement disparaître. Par ailleurs, sans opposition extérieure, sa coalition du Rêve géorgien devrait se diviser jusqu'à « engendrer un nouveau système pluripartite dans le pays ». « Bidzina Ivanichvili demeurera un homme clé en Géorgie tout en laissant la gestion du pays au jour le jour à un Premier ministre de son choix. Son influence pourrait avoir un effet d'apaisement dans les prochains mois mais à long terme, cela ne sert pas les intérêts de la démocratie géorgienne » a déclaré Lilit Gevorgian, analyste à l'IHS Global Insight.

« Quand Mikhail Saakashvili ne sera plus président de la République, la situation changera nettement et le gouvernement n'aura plus besoin de mon aide » a indiqué Bidzina Ivanichvili. Le Premier ministre a qualifié le chef de l'Etat sortant de « cadavre politique ». « Mikhail Saakashvili ne pourra plus jamais faire de

carrière politique en Géorgie » a-t-il ajouté. Le président sortant pourrait être interrogé par la justice à l'issue de son mandat, notamment sur la mort de l'ancien Premier ministre (2004-2005) Zourab Jvania ou sur la répression de la manifestation de soutien à Bidzina Ivanichvili le 27 mai 2011 sur la place de la Liberté et l'avenue Roustaveli de Tbilissi et qui a fait 4 victimes dont un policier.

« *Je ne veux pas que Mikhail Saakachvili soit arrêté mais je n'exclus rien. La loi s'applique à tous* » a souligné Bidzina Ivanichvili à la fin du mois de juin dernier. « *Occupant un poste à responsabilité, le président de la République prenait les décisions. Il prétendait être libéral mais en réalité, il contrôlait tous les médias, menaçait les familles, torturait les prisonniers, tuait les gens dans la rue ; dans le domaine des affaires, il contrôlait tous les secteurs de l'économie* » a indiqué le Premier ministre.

L'ancien chef du gouvernement (2012) et ancien ministre de l'Intérieur (2004-2012) Vano Merashvili (ENM) a été arrêté le 21 mai dernier avec Zourab Tchiaberashvili, gouverneur de Kakheti, région située à l'est du pays. Il est soupçonné d'abus de pouvoir pour avoir détourné 5,2 millions de \$ de l'Etat pour financer la campagne électorale de l'ENM, d'avoir créé des emplois fictifs pour des sympathisants de son parti et d'avoir illégalement saisi une villa dans le village de Kviriati, situé sur la mer Noire en Adjarie, et enfin d'être impliqué dans le meurtre de Sandro Girgvliani, agent de la banque United, le 28 janvier 2006. En outre, l'ancien ministre de la Défense (2006-2008) Davit Kezerachvili a été arrêté en France le 16 octobre dernier.

« *Ce n'est pas la fin, c'est le début d'un retour* » a indiqué le président de la République sortant Mikhail Saakachvili à ses partisans. Il souhaite rester actif en politique. « *Nous avons fait beaucoup de chemin au cours des dix dernières années pour faire de la Géorgie un pays européen qui réussit, moderne et qui se développe rapidement sur la scène mondiale. C'est*

notre principal héritage » s'est-il félicité. Il a appelé ses partisans à « *respecter l'opinion de la majorité* » tout en soulignant que le résultat de l'élection présidentielle constituait un « *virage sérieux* » de la voie vers la modernisation. Il prévoit que son pays « *va traverser une zone de turbulences* ». « *Personne ne peut m'interdire de quitter le pays ou de rester. Mais je n'ai pas l'intention de partir de Géorgie* » a déclaré Mikhail Saakachvili.

Agé de 44 ans, Giorgi Margvelashvili est diplômé de philosophie de l'université d'Etat de Tbilissi. Il a travaillé au NDI, puis à l'Institut géorgien des affaires publiques (GIPA), université américano-géorgienne dont il a été le recteur (entre 2000 et 2006 puis entre 2010 et 2012) ainsi que le directeur du département de recherche (entre 2006 et 2010). Il s'est engagé en politique en 2003. A partir de 2012, critiquant la politique menée par Mikhail Saakachvili, il soutient la coalition Rêve géorgien-Géorgie démocratique de Bidzina Ivanishvili. Il est nommé ministre de l'Education et des Sciences après les élections législatives du 1er octobre 2012. Le 11 mai dernier, Giorgi Margvelashvili a été désigné candidat à l'élection présidentielle de la coalition Rêve géorgien-Géorgie démocratique. Il a promis de renforcer les relations de Tbilissi avec l'Occident comme avec la Russie avec laquelle la Géorgie n'a plus de relations diplomatiques depuis la guerre d'août 2008 pour le contrôle de l'Ossétie du Sud. « *Parallèlement à la priorité de l'intégration euroatlantique, nous devons faire retomber la fièvre dans nos relations avec Moscou* » a-t-il déclaré.

Le futur président de la République résidera au 25, rue Atoneli à Tbilissi dans un bâtiment qui était le siège de l'ambassade américaine.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.